Gustavo GOMEZ-MEJIA, *Les Fabriques de soi ? Identité et Industrie sur le web*

Paris, MkF Éd., coll. Les Essais numériques, 2016, 152 pages

Patrice Vibert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11717>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11717

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 463-465

ISBN : 9782814305076

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Patrice Vibert, « Gustavo GOMEZ-MEJIA, *Les Fabriques de soi ? Identité et Industrie sur le web* », *Questions de communication* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 05 janvier 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11717> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11717>

---

l'ouvrage. Trois études de cas appuient l'étude de la propagation quasi virale de l'information : les écoutes de la *National aeronautics and space administration* (NASA) dévoilées par *Le Monde* en octobre 2011 sont illustrées par des figures tout à fait spectaculaires (pp. 60-67), et les deux autres cas (enquête sur le micro parti de Marine Le Pen, et annonce de la candidature de François Fillon à la primaire de la droite) sont moins illustrés (figures 17 et 18, pp. 69 et 71), mais tout aussi convaincantes ; on aura remarqué que le premier cas est antérieur au corpus principal, car l'étude a fait l'objet de compléments extérieurs au programme OTMédia.

Les coûts de production font l'objet d'un chapitre complet (chapitre 3, pp. 73-94) qui met d'abord en évidence le traitement automatique des nouvelles (p. 76 sq.). Mais pourrait-on imaginer sans ces algorithmes une publication aussi rapide des résultats électoraux, ou, dans un autre domaine, le traitement du *Wikileaks* ou des 11,5 millions de documents des *Panama Papers* ? Évidemment non, ce qui conduit à une réflexion un peu différente : « Les robots peuvent produire de l'information, beaucoup d'information, mais relativement peu d'information véritablement originale » (p. 78). C'est pourquoi les auteurs ont tenté de mesurer le rapport entre la taille des rédactions et la production d'informations originales (p. 79 sq., et figures 19 A à F), grâce à une analyse économétrique dont le résultat est sans appel : l'originalité est fonction du nombre de journalistes, même si on excepte le cas de l'AFP et de ses 750 journalistes, car le modèle économique de l'AFP – b to b – est totalement différent de celui des médias. Il reste que la diminution du nombre de journalistes dans les rédactions, déjà très forte aux États-Unis, conduit fatalement à une diminution de l'information originale, avec le risque que « le rôle des médias ne serait plus d'annoncer les informations, mais de les confirmer » (p. 93).

C'est bien pourquoi il faut mettre à part le modèle économique des agences qui font payer à leurs clients non pas les contenus, mais leur reprise : rappelons que les tarifs de l'AFP sont fonction de la diffusion des clients-médias. En revanche, la position des auteurs est que l'information est certes un bien public, mais « un bien qui coûte cher à produire : il faut réussir à le monétiser pour pouvoir continuer à le faire » (p. 107), d'où l'examen original, mais frustrant, de la relation entre originalité et audience : « En termes d'audience (les médias) ne bénéficient pas de leur investissement dans la production d'information originale » (p. 114). Certes, les médias y gagnent en réputation, et les médias imprimés peuvent voir leurs

ventes en kiosque progresser pendant quelques jours, comme celles du *Monde* au moment de la publication des *Panama Papers*, mais cela ne saurait suffire, pas plus que la qualité de la « vitrine » proposée par les médias les plus originaux.

Il faut donc inventer d'autres solutions, que les auteurs proposent dans le dernier chapitre, où ils examinent les pistes déjà mises en œuvre, comme les « murs payants » (*paywall*), à l'exemple du *New York Times*, imité par *Les Échos*, *Le Monde* ou *Le Figaro* ; les auteurs discutent ce modèle qui a déjà montré ses limites, ainsi que les avantages et les limites du *copyright*. C'est donc sur la propriété intellectuelle et la syndication sous toutes ses formes, mais aussi la mutualisation des coûts, à l'instar des consortiums internationaux, et l'invention de nouvelles formes de régulation que s'achève ce livre, très précieux par la quantité de données qu'il comporte et la pertinence de leur analyse.

Sans doute, tout n'est pas radicalement neuf ici. Nous avons déjà rappelé les études de Pablo J. Boczkowski ; il faudrait aussi rappeler Gaye Tuchmann, que les auteurs citent à plusieurs reprises, et beaucoup d'autres, notamment des études récentes, issues de programmes à peu près contemporains, comme celui qu'a dirigé Franck Rebillard (« Internet et pluralisme de l'information », *Réseaux*, 176, 2012, pp. 9-25). Mais les résultats publiés ici complètent de façon tout à fait originale et passionnante ceux qui les ont précédés (par ailleurs, les auteurs ont publié à partir de ces résultats deux articles de recherche académique, technique et en anglais qui sont disponibles en ligne : <https://sites.google.com/site/juliacagehomepage/research/>).

Jean-François Tétu

Élico, université Lumière Lyon 2, F-69000
jf-tetu@orange.fr

Gustavo GOMEZ-MEJIA, *Les Fabriques de soi ? Identité et Industrie sur le web*

Paris, MkF Éd., coll. Les Essais numériques, 2016, 152 pages

L'interrogation du titre, étonnante pour un simple groupe nominal, devient au fil des pages plus rassurante. Le livre de Gustavo Gomez-Mejia est un appel à la prudence face à une théorisation souvent hâtive des transformations du web contemporain et, par une analyse détaillée des modalités de l'écriture de soi sur les réseaux sociaux, il nous apprend à éviter deux illusions théoriques : l'euphorisation de la nouveauté des identités numériques et la diabolisation d'un *Big Brother* détruisant toute trace d'intimité.

Issu des sciences de l'information et de la communication, le propos de Gustavo Gomez-Mejia n'a rien de psychologique et ne s'intéresse donc pas aux effets de cette écriture de soi sur nos subjectivités. Comme il le précise lui-même, il se situe en amont de ce questionnement pour décrire à la fois les matrices d'écriture de soi qui sont offertes, imposées aux internautes et les discours d'accompagnement qui font barrage à une compréhension objective de ce phénomène et son analyse commence par un refus, celui de parler de « web 2.0 », « web collaboratif »... Toutes ses expressions, qui font partie du discours d'accompagnement de l'évolution technologique d'internet, véhiculent l'idée que nous serions devenus de véritables acteurs d'internet et que nous pouvons y exprimer notre singularité. Pour s'opposer à ces connotations positives, l'auteur choisit un vocable plus neutre, celui de « web contemporain ». Lorsque nous arrivons sur un des réseaux sociaux de ce web contemporain, ce que nous y voyons réellement, ce n'est pas une page blanche où nous pourrions être « nous-mêmes » mais une série de formulaires dans lesquelles notre identité se transformera en série d'écritures.

Gustavo Gomez-Mejia déclinera cette identité en trois positions : auteur, pair, et client. Pour construire notre position d'auteur, les réseaux sociaux mettent en œuvre une véritable hétérotopie. Cette notion, héritée de Michel Foucault, désigne la construction d'une pseudo-unité à partir d'éléments hétérogènes et c'est bien ainsi que notre identité se forge, à travers sa mise en tableau. Chaque réseau social nous demande ainsi un nom, une photo de profil, nos amis, nos centres d'intérêt, nos goûts et enfin notre statut ou activité du jour. Notre identité numérique n'est pas comparable à une unité substantielle, elle n'est que le résultat de cet ensemble d'écritures standardisées puisque ces formulaires sont les mêmes pour chaque personne qui veut s'inscrire sur un réseau social et se retrouvent, à quelques variantes près, sur tous les sites disponibles. Il ne faut donc pas être prisonnier de cette mise en page aux apparences singularisantes, puisque si nous la transformons en langage informatique, l'adresse de notre profil personnel n'est pas liée à un nom mais uniquement à un chiffre impersonnel qui indique sur quel serveur se trouvent les informations nous concernant. Cependant, cette formalisation informatique de nos identités est recouverte par un langage métaphorique (ma page, mon pseudo, mes amis, partage...) qui nous donne à imaginer une expression de notre singularité qui n'existe pas sur l'écran. Mais certaines de ces métaphores (« amis », « fans », « partage ») nous entraînent vers une autre position, celle de pair. En effet, notre écriture de soi n'est jamais une aventure solitaire et l'auteur

reprend ici la notion de conscription pour décrire la sérialisation des identités. Ma singularité semble moins importante que le fait que je compte au nombre des personnes qui « aiment » telle marque, telle activité, tel événement. Je m'écris avec d'autres et je suis écrit avec d'autres. Je fais partie ainsi d'un ensemble de listes de noms et ceux que j'ai aimé pourront ainsi revendiquer une quantité de supporters. Il est ainsi significatif que la socialité présente dans le web ne présente quasiment pas la possibilité d'indiquer que nous n'aimons pas quelque chose. Le négatif ne peut ainsi par être compté et n'a donc pas d'existence numérique. Il y a ainsi une euphorisation de nos clics quotidiens qui dessine à la fois nos vies numériques – définies par la suite quotidienne de « j'aime » ou de « partage » que nous effectuons – et la série des supporters disponibles puisque, si anodin puisse-t-il nous apparaître, ce clic a une valeur d'adhésion totale à cette marque, activité ou événement. C'est pourquoi cette position de pair se transmue naturellement en celle de client. Ici, il n'est nul besoin de recourir à la figure de *Big Brother* pour décrire cette prise de notre identité par l'industrie. En réalité, cette figure, par la personnification du pouvoir qu'elle induit fait aussi paradoxalement partie des discours d'accompagnement. Figure repoussoir, elle permet d'amplifier tous les débats autour de la vie privée sur les réseaux sociaux et par conséquent la médiatisation de ces réseaux sociaux eux-mêmes. C'est pourquoi Gustavo Gomez-Mejia préfère la fiction orwellienne de la *novlangue* à celle de *Big Brother* pour décrire la collusion entre l'industrie et le web contemporain. L'omniprésence du bouton « j'aime » sur tous les contenus du web – et la quasi-absence du bouton « je n'aime pas » – n'est pas simplement une invitation à exprimer ses préférences mais à s'enregistrer dans la liste des conscrits. L'assujettissement présent dans le monde numérique n'est donc pas la soumission à l'œil anthromorphique du pouvoir mais l'aliénation formelle à la structure formalisée des réseaux sociaux. En acceptant l'appel à s'inscrire sur ces réseaux (puisque l'univers numérique ne cesse de nous interpeller à travers ces « inscrivez-vous », « exprimez-vous... »), nous devenons en réalité un membre de ces « banques de sujets » disponibles pour l'industrie. S'il en fallait une dernière preuve, la dissémination de notre nom sur des écrans-tiers par la série de nos « partages » ou de nos « j'aime » sans que nous n'ayons jamais à signer nous-mêmes nos activités numériques montre que je suis dépossédé de ce pouvoir de parler en mon nom.

L'entreprise de déconstruction opérée par Gustavo Gomez-Mejia est la bienvenue puisque plus de dix ans après l'arrivée de Facebook, le réseau social le plus répandu, les discours théoriques sur notre vie

numérique continuent à osciller entre la survalorisation des capacités émancipatrices d'internet et la phobie vis-à-vis d'un *Big Brother* omniscient. Cependant, si l'analyse des réseaux sociaux en termes d'écriture permet de mettre à jour la triade auteur-pair-client qui constitue les positionnements numériques de notre individualité, elle semble négliger deux autres aspects essentiels pour compléter cette cartographie de la formalisation de nos vies. Tout d'abord, il semble réducteur de supposer que les individus sont tous également assujettis à la structure anonyme du web contemporain. On peut au contraire décrire cet univers numérique comme une série de luttes, une lutte pour la visibilité de la part des individus et une lutte des réseaux sociaux eux-mêmes pour s'assurer le plus grand nombre d'activités – conditions de leur visibilité à cause de la construction d'internet en flux – de la part des utilisateurs. Il serait donc pertinent d'intégrer cette triade de positions subjectives à la description de ces luttes. Enfin, il est étonnant de remarquer qu'un auteur aussi soucieux de la matérialité du web contemporain ne s'interroge pas sur les supports concrets de ces écritures formalisées. Nos vies ne s'écrivent pas de la même façon sur un ordinateur, un téléphone portable ou une tablette et cette écriture n'aura pas le même rapport avec ce que nous vivons en dehors de la sphère numérique selon les supports que nous utilisons. Ces deux compléments indispensables à l'analyse de l'auteur ne diminuent aucunement la valeur de ce livre qui mène avec rigueur le but qu'il s'est donné, la description de la formalisation des expressions de soi dans l'univers du web contemporain.

Patrice Vibert

Université de Rouen
patrice.vibert1@univ-rouen.fr

Fabien GRANJON avec la collab. de Venetia PAPA et Gökçe TUNCEL, *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*

Paris, Presses des Mines, coll. Sciences sociales, 2017, 214 pages

L'ouvrage *Mobilisations numériques* écrit par Fabien Granjon avec la collaboration de Venetia Papa et Gökçe Tuncel, s'intéresse, comme son titre le laisse clairement entendre, à l'articulation étroite entre médias numériques et mouvements de contestation. Pour aborder cette intrication, les auteurs s'attellent, en s'appuyant sur un bon nombre de travaux universitaires, à examiner une palette très étendue de mobilisations sociales traitées aussi bien sur le plan local, national qu'international. Le propos général consiste à apporter au lecteur un éclairage à la fois précis et global sur la place qu'occupent les Technologies de l'information et

de la communication (TIC) et le rôle qu'elles jouent dans la formation de phénomènes de protestation dans leur composante collective. La démarche adoptée par les auteurs consiste plus particulièrement à identifier et à comprendre les rouages numériques de la subversion en évitant les explications excessivement simplificatrices comme peuvent l'être parfois celles qui relèvent d'un système argumentaire strictement techno-déterministe, la technologie étant alors considérée comme motrice du changement social en l'occurrence ici comme la condition *sine qua non* du conflit et de la révolte. À ce titre, les trois chercheurs ne manquent pas de souligner l'importance des études qui traitent des pratiques subversives, sans exclusivement se focaliser sur l'aspect médiatique, en explorant, notamment, les espaces publics et les lieux de rassemblement physiques.

Dans cette perspective, les auteurs se prémunissent de survaloriser l'impact des médias numériques par rapport à celui des médias anciens ; certains spécialistes des médias ayant tendance à considérer, au regard de leurs potentialités socio-techniques, que les premiers sont bien plus révolutionnaires que les seconds. À cet égard, la partie historique de l'ouvrage apporte une réflexion intéressante sur la frontière ténue entre supports classiques et TIC en montrant la manière dont les acteurs de la contestation ont utilisé depuis un siècle, et continue d'utiliser, des moyens de communication que l'on considère aujourd'hui comme traditionnels – presse, radio, cinéma, télématique – pour faire entendre leurs voix avec des logiques d'appropriation souvent proches de celles associées aux réseaux numériques.

De manière générale, le regard critique que les auteurs adoptent vis-à-vis des analyses auxquelles ils se réfèrent nous semble à maint égard riche d'enseignement, dans la mesure où ils mettent aussi bien en avant les éléments de pertinence qui les constituent que les limites des cadres théoriques auxquelles elles s'adossent. Certains travaux de Manuel Castells, par exemple, sont ainsi passés au crible d'une critique tempérée : si certaines de ses analyses sont validées, d'autres ne le sont au contraire pas.

Outre les très nombreuses références bibliographiques, l'ouvrage contient également une multitude d'exemples de natures diverses. Le lecteur peut ainsi concrètement identifier les différentes formes que prennent les dynamiques de contestation survenues au début du *xxi*^e siècle (des révolutions arabes aux mouvements de crise en passant par luttes hacktivistes) en fonction de leurs enjeux sociétaux et de leurs modes d'organisation logistico-technique, communicationnelle, langagière, éthique... Force est d'ailleurs de constater la difficulté